



## Le commerce en 2014 L'activité redémarre timidement

L'activité du commerce repart légèrement à la hausse en 2014. Ce mouvement est favorisé par la légère augmentation de l'investissement des entreprises et par une demande des ménages un peu plus dynamique que les années précédentes. Les ventes progressent en volume dans le commerce de gros et le commerce de détail (+ 0,8 % dans les deux cas). Elles se replient néanmoins en valeur dans ces deux secteurs en raison d'une baisse des prix, modérée dans le commerce de détail et plus marquée dans le commerce de gros. Dans le commerce et la réparation d'automobiles, les ventes se stabilisent en volume mais progressent en valeur. L'emploi salarié dans les secteurs commerciaux continue de se contracter entre fin 2013 et fin 2014 (- 0,5 %), comme dans l'ensemble des secteurs principalement marchands.

Virginie Andrieux, Catherine Bourdeaux, Sonia Le Faucheur,  
Florent Royer, Rémi Segreto, Benoît Trinquier, division Commerce, Insee

Après avoir globalement diminué ou stagné en 2012 et 2013, l'activité redémarre modestement en 2014 dans les secteurs du commerce.

Le pouvoir d'achat des ménages se redresse et leur consommation commercialisable (*définitions*) en bénéficie (*bibliographie*). En outre, les entreprises accroissent un peu plus franchement leurs investissements.

En 2014, les ventes (*définitions*) du commerce de gros et des intermédiaires du commerce s'élèvent à 732 milliards d'euros, dont 614 milliards pour le seul commerce de gros ; elles se redressent en volume (*définitions*) mais diminuent en valeur : la baisse des prix, entamée en 2013, s'amplifie pour les marchandises vendues en gros. Les ventes du commerce de détail et de l'artisanat commercial (boulangeries, pâtisseries, charcuteries) atteignent 492 milliards d'euros, toutes taxes comprises. Elles se redressent de même en volume, mais diminuent légèrement en valeur. Enfin, les ventes du commerce et de la réparation d'automobiles s'élèvent à 104 milliards d'euros ; elles se stabilisent en volume après avoir fortement reculé au cours des deux années précédentes. Elles augmentent en valeur de 1,6 %.

### Commerce de gros : l'activité se redresse en volume

Dans le commerce de gros, y compris intermédiaires du commerce, les ventes en volume augmentent de 0,8 % en 2014, après 0,3 % en 2013 (*figure 1*). La croissance du secteur (*définitions*) est tirée en 2014 par les grossistes en biens domestiques, les grossistes en produits alimentaires, les grossistes spécialisés en équipements de l'information et de la communication et les intermédiaires. Parallèlement, les prix de vente en gros diminuent. En effet, les cours des matières premières sont en baisse, en particulier ceux des céréales.

Le commerce de gros de produits agricoles bruts et animaux vivants, qui soutenait l'activité en 2013, accuse une diminution des ventes en volume malgré l'augmentation des récoltes françaises car les exportations sont en retrait. L'évolution des ventes en valeur de ce secteur est en outre pénalisée par la forte baisse du prix des céréales, en particulier ceux du blé tendre et du maïs. La production mondiale abondante de céréales et d'oléagineux a en effet tiré les cours des matières premières

agricoles à la baisse durant l'été 2014. Aussi, les prix ont fortement diminué entre 2013 et 2014 malgré une remontée des cours en fin d'année 2014.

L'activité est mieux orientée pour les **grossistes en produits alimentaires**. Leurs ventes progressent en volume de 1,9 % en 2014 alors qu'elles étaient quasi stables en 2013. Les ventes en gros de produits frais sont dynamiques, en particulier celles de fruits et légumes. À l'inverse, les ventes de boissons reculent en raison notamment d'une baisse des exportations à destination du Royaume-Uni et de la Chine.

Les **ventes en gros de biens domestiques** rebondissent nettement en volume, après avoir baissé en 2012 et 2013. Le secteur du luxe demeure très porteur. Par ailleurs, les ventes de produits pharmaceutiques restent dynamiques mais les exportations reculent pour la première fois depuis dix ans. Ce secteur, qui a peu souffert de la crise de 2009, a connu une croissance relativement soutenue au cours des dix dernières années.

Le **commerce de gros d'équipements de l'information et de la communication**, qui avait baissé en 2013, repart à la hausse à la faveur du redressement de l'investissement

## 1 Les ventes de marchandises du commerce de gros et des intermédiaires du commerce

	Évolution des ventes en volume aux prix de l'année précédente (en %)					Valeur 2014 (en Mds d'euros)	Évolution en valeur en 2014 (en %)
	2010	2011	2012	2013 <i>sd</i>	2014 <i>p</i>		
<b>Commerce de gros (hors intermédiaires)</b>	<b>1,6</b>	<b>4,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>614</b>	<b>-1,7</b>
Produits agricoles bruts et animaux vivants	-17,7	10,6	2,9	6,6	-3,1	60	-9,9
Produits alimentaires, boissons et tabac	3,9	5,3	-1,9	0,3	1,9	128	0,3
Biens domestiques	3,0	5,9	-0,6	-0,5	3,1	143	2,1
Équipements de l'information et de la communication	8,6	1,3	11,7	-3,9	4,5	43	1,4
Autres équipements industriels	3,5	7,3	1,5	-1,1	-1,4	84	-1,2
Autres commerces de gros spécialisés	-1,1	-1,3	-0,8	-0,8	-2,9	136	-5,2
<b>Intermédiaires du commerce</b>	<b>-5,1</b>	<b>2,2</b>	<b>-2,2</b>	<b>1,3</b>	<b>3,1</b>	<b>118</b>	<b>0,3</b>
<b>Commerce de gros et intermédiaires</b>	<b>0,6</b>	<b>3,8</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>732</b>	<b>-1,4</b>

*sd* : compte semi-définitif ; *p* : compte provisoire.

Source : Insee, comptes du commerce, base 2010.

des entreprises. Le secteur des **autres équipements industriels** profite également en 2014 de la progression de la demande des entreprises. Les ventes en gros de matériel électrique sont notamment stimulées par la reprise de la construction automobile. Mais les ventes de matériel agricole, qui soutenaient l'activité les années précédentes, décrochent. Au final, les ventes se replient de 1,4 % en volume pour l'ensemble des grossistes de ce secteur. Les **autres grossistes spécialisés** font face à une baisse des prix, en particulier ceux des combustibles, conjuguée à une contraction de leur activité en volume : la douceur des températures enregistrées en 2014 pénalise les grossistes en combustibles et la dégradation de l'activité dans la construction pèse sur les ventes en gros de matériaux de construction et de fournitures pour l'habitat.

Comme en 2013, la situation des **intermédiaires du commerce** est plus favorable que celle des négociants. Notamment, les ventes des centrales d'achat progressent de 2,8 % en volume en 2014 ; elles sont néanmoins stables en valeur, en raison de la diminution des prix.

### Commerce de détail : les ventes progressent dans les magasins non alimentaires

Le commerce de détail et l'artisanat commercial bénéficient du redressement du pouvoir d'achat des ménages en 2014. Leurs ventes augmentent de 0,8 % en volume (*figure 2*). Les magasins non alimentaires tirent davantage profit de cette amélioration que ceux à dominante alimentaire. Ce résultat n'est pas spécifique à 2014 : depuis 2010, leur activité progresse plus vigoureusement en volume. En valeur, les ventes au détail se contractent très légèrement car les prix des denrées alimentaires (hors tabac) comme ceux des produits non alimentaires sont en repli, pour la première fois depuis 2009.

Les ventes du commerce alimentaire continuent de diminuer en 2014 en volume. Ce recul est imputable aux **grandes surfaces alimentaires**, dont l'activité continue de décroître. En 2014, l'érosion des ventes de cette forme de distribution concerne non seulement les produits non alimentaires,

comme c'est le cas depuis 2009, mais également les produits alimentaires, en particulier dans les supermarchés. En 2014, la baisse des prix des produits vendus, en particulier ceux des carburants, pèse sur les évolutions des ventes en valeur dans les grandes surfaces. À l'inverse, dans l'**alimentaire spécialisé (y compris artisanat commercial) et les petites surfaces à dominante alimentaire**, les ventes se redressent en volume. La progression des prix dans ce secteur est tirée par le tabac. En effet, les prix des produits alimentaires hors tabac diminuent pour tous les produits sauf les viandes et poissons, dont les prix croissent très faiblement. Au final, les ventes en valeur progressent de 1,2 % dans les magasins alimentaires spécialisés alors qu'elles baissent légèrement dans les petites surfaces alimentaires généralistes (alimentations générales, supérettes) et les commerces de produits surgelés.

Le dynamisme du commerce d'**équipements de l'information et de la communication** ne se dément pas : le secteur enregistre la meilleure performance du commerce de détail en

## 2 L'activité des formes de vente\* du commerce de détail

Formes de vente	Évolution des ventes en volume (TTC) aux prix de l'année précédente (en %)					Valeur 2014 (en Mds d'euros)	Évolution en valeur en 2014 (en %)
	2010	2011	2012	2013 <i>sd</i>	2014 <i>p</i>		
<b>Commerce à dominante alimentaire en magasin</b>	<b>0,6</b>	<b>1,5</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,3</b>	<b>239</b>	<b>-1,0</b>
Alimentation spécialisée et artisanat commercial**	-0,8	1,4	-1,8	-1,8	0,3	44	1,2
Petites surfaces d'alimentation générale et magasins de produits surgelés	6,4	-2,2	-3,0	-0,6	0,6	15	-0,4
Grandes surfaces d'alimentation générale	0,5	1,9	-1,7	-0,5	-0,5	180	-1,6
<b>Commerce non alimentaire en magasin</b>	<b>3,5</b>	<b>1,7</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>1,9</b>	<b>222</b>	<b>0,3</b>
Grands magasins et autres magasins non alimentaires non spécialisés	1,8	3,2	2,4	0,4	1,7	9	1,4
Magasins non alimentaires spécialisés (y c. pharmacies) :	3,5	1,7	0,6	0,3	1,9	213	0,2
Équipements de l'information et de la communication	0,5	11,5	2,0	7,7	8,6	9	-0,2
Autres équipements du foyer	2,9	-1,1	0,4	-0,3	1,8	49	0,5
Biens culturels et de loisirs	1,4	1,6	-6,2	-3,1	0,8	24	2,3
Autres commerces de détail en magasin spécialisé, dont :	4,3	2,5	1,2	1,0	2,0	116	0,4
<i>habillement-chaussures</i>	4,0	1,4	0,4	-0,1	0,8	36	0,7
<i>autres équipements de la personne</i>	5,7	3,2	2,3	-1,7	3,0	19	1,8
<i>pharmacies, articles médicaux et orthopédiques</i>	4,1	3,6	2,0	3,8	3,8	42	0,6
Carburants	6,1	-1,3	6,6	-1,8	-1,3	15	-4,7
<b>Commerce hors magasin</b>	<b>-2,0</b>	<b>0,6</b>	<b>10,0</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>	<b>31</b>	<b>0,4</b>
<b>Ensemble du commerce de détail et de l'artisanat commercial</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,8</b>	<b>492</b>	<b>-0,4</b>

*sd* : compte semi-définitif ; *p* : compte provisoire.

\* L'activité de certaines entreprises relève de plusieurs formes de vente (par exemple hypermarchés, supermarchés et petites surfaces d'alimentation) ; leurs ventes sont alors réparties entre ces formes de vente.

\*\* Artisanat commercial : boulangeries, pâtisseries, charcuteries.

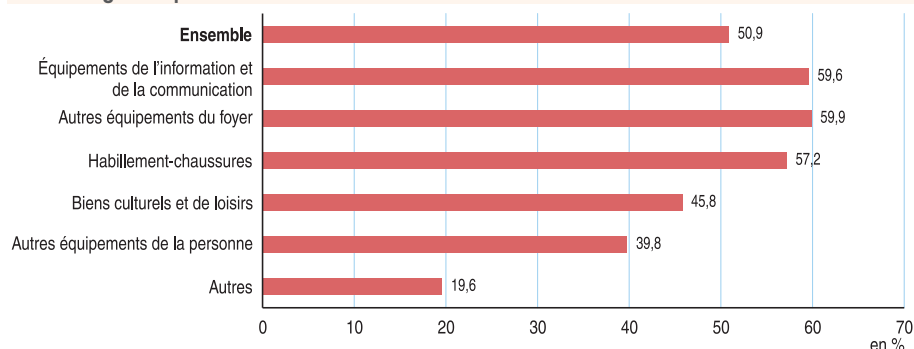
Source : Insee, comptes du commerce, base 2010.

volume en 2014. En valeur, les ventes sont stables du fait du recul marqué des prix des produits électroniques et informatiques grand public. Le commerce des **autres équipements du foyer** se redresse en 2014 après plusieurs années de morosité. Le secteur spécialisé du meuble reste mal orienté alors que ceux du bricolage et de l'électroménager bénéficient d'une demande affermie en 2014. Les ventes des magasins spécialisés en **biens culturels et de loisirs** rebondissent, notamment à la faveur de l'augmentation des ventes dans les librairies. Dans ce secteur, les prix sont dynamiques en 2014 et soutiennent l'évolution des ventes en valeur. Les ventes du **commerce d'équipements de la personne** progressent également plus vigoureusement qu'en 2013, grâce à l'accélération ou au rebond des ventes dans l'habillement, l'horlogerie-bijouterie et la parfumerie. L'activité des pharmacies augmente à un rythme relativement soutenu comme les années précédentes. En valeur, néanmoins, les ventes s'essouffent depuis 2012 car les prix des médicaments sont orientés à la baisse. Les ventes des **stations-services** se replient en volume, en dépit de la baisse du prix des carburants. En valeur, les ventes chutent de près de 5 % entre 2013 et 2014. Les ventes hors magasin progressent en volume (+ 2,0 %), tirées par le dynamisme de la vente à distance.

### L'activité du grand commerce non alimentaire spécialisé accélère

Le grand commerce non alimentaire spécialisé (*définitions*) correspond à la grande distribution non alimentaire spécialisée. Il représente la moitié de l'activité des secteurs du commerce non alimentaire spécialisé. Son poids est important dans les secteurs des autres équipements du foyer (électroménager, meubles...), dont il réalise 60 % du chiffre d'affaires hors taxes (*figure 3*), dans ceux de l'information et de la communication (60 %), de l'habillement-chaussures (57 %) et des biens culturels et de loisirs (46 %). Il emploie 47 % des salariés des secteurs du commerce de détail non alimentaire en magasin spécialisé. En 2014, l'activité du grand commerce accélère : son chiffre d'affaires augmente de 3,2 % en volume, après 1,8 % en 2013. Le grand

### 3 Part du chiffre d'affaires (HT) du grand commerce\* dans le commerce non alimentaire en magasin spécialisé en 2014



\* Voir *définitions*.

Source : Insee, *comptes du commerce*, base 2010.

commerce spécialisé non alimentaire continue de gagner des parts de marché. Il connaît en effet une hausse de son activité plus soutenue que celle de l'ensemble du commerce non alimentaire spécialisé depuis 2011.

### Stabilisation des ventes dans le commerce et la réparation d'automobiles

Le **commerce et la réparation d'automobiles**, dont l'activité a fortement reculé en 2012 et 2013, est stable en volume en 2014 (+ 0,1 %) et progresse en valeur (+ 1,6 % ; *figure 4*).

Le commerce de véhicules automobiles, qui représente la majeure partie des ventes, redémarre légèrement (+ 0,7 % en volume) après avoir connu deux années très difficiles. Les immatriculations progressent de 0,5 % en moyenne annuelle. La croissance des prix soutient la progression des ventes en valeur. Le marché automobile avait relativement peu souffert en 2009, car il avait bénéficié d'un dispositif de prime à la casse ; mais après la fin des mesures de soutien, le marché s'était très nettement contracté et les achats d'automobiles n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant-crise. Le parc automobile vieillit et l'utilisation de la voiture tend à diminuer : les parcours annuels moyens pour les véhicules particuliers se sont réduits depuis 2001 d'environ 90 km par an, soit - 0,7 % par an d'après les comptes des transports du Service de l'observation et des statistiques (SOeS).

Dans le secteur de l'**entretien et de la réparation automobiles**, orienté à la baisse depuis 2008, l'érosion des ventes se poursuit. Elle s'explique notamment par la fiabilité croissante des véhicules et la diminution tendancielle du nombre de kilomètres parcourus par automobile. Le **commerce de détail d'équipements automobiles**, qui comprend essentiellement les centres-autos, connaît une baisse de son activité en 2014.

Le **commerce et la réparation de motocycles**, en fort repli en 2012 et en 2013, rebondit.

### L'emploi salarié continue de diminuer

Fin 2014, trois millions de salariés (hors intérim) travaillent dans le commerce hors artisanat commercial, soit 18,9 % des salariés de l'ensemble des secteurs principalement marchands. Plus de la moitié d'entre eux exercent dans le commerce de détail, et près d'un tiers dans le commerce de gros.

Au cours de l'année 2014, le commerce perd 15 000 emplois salariés, soit une baisse de ses effectifs de 0,5 % (*figure 5*). Cette diminution est de même ampleur que celle observée dans l'ensemble des secteurs principalement marchands. De 1995 à 2007, l'emploi salarié du commerce n'avait cessé de croître. Depuis, il fluctue au-dessous de son niveau de 2008, l'année 2009 ayant été particulièrement difficile (- 1,2 %).

En 2014, comme au cours des deux années précédentes, les effectifs salariés continuent de diminuer nettement dans le commerce et la réparation d'automobiles (- 1,7 %).

### 4 Les ventes au détail du commerce et de la réparation d'automobiles

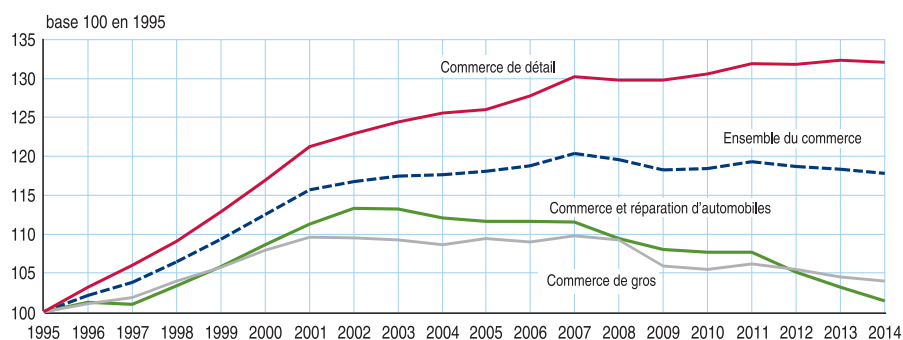
Activités	Évolution des ventes en volume (TTC) aux prix de l'année précédente (en %)					Valeur 2014 (en Mds d'euros)	Évolution en valeur en 2014 (en %)
	2010	2011	2012	2013 <i>sd</i>	2014 <i>p</i>		
Commerce de véhicules automobiles	2,7	2,6	- 8,0	- 4,0	0,7	72	2,3
Entretien et réparation de véhicules automobiles	- 11,5	- 3,2	- 3,5	- 1,8	- 1,6	20	- 0,2
Commerce de gros d'équipements automobiles	12,1	11,6	1,8	- 2,3	0,3	1	1,2
Commerce de détail d'équipements automobiles	- 4,5	9,0	4,5	1,8	- 1,7	8	- 0,7
Commerce et réparation de motocycles	4,6	0,8	- 7,8	- 4,5	2,0	3	3,1
<b>Ensemble du commerce et de la réparation d'automobiles</b>	<b>- 0,6</b>	<b>1,9</b>	<b>- 6,3</b>	<b>- 3,2</b>	<b>0,1</b>	<b>104</b>	<b>1,6</b>

*sd* : compte semi-définitif ; *p* : compte provisoire.

Source : Insee, *comptes du commerce*, base 2010.



## 5 Évolution des effectifs salariés au 31 décembre dans le commerce



Lecture : pour 100 salariés du commerce en 1995, on en compte 118,4 en 2013 et 117,8 en 2014.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Les non-salariés occupent 411 000 emplois dans le commerce fin 2012, soit 9 500 emplois de plus que fin 2011. Les effectifs non salariés, qui s'étaient repliés en 2009, progressent à un rythme soutenu depuis 2010.

### Baisse des créations d'entreprises dans le commerce

En 2014, 110 000 entreprises (*définitions*) commerciales, y compris artisanat commercial, ont été créées en France. Depuis 2009, en raison de la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur, les créations d'entreprises dans le commerce sont très nombreuses. En 2014, elles représentent 20,9 % de celles de l'économie française. Leur nombre reste élevé, bien qu'il tende à diminuer depuis 2011. En 2014, il recule de 1,7 % dans les secteurs commerciaux alors qu'il progresse dans les autres secteurs de l'économie (+ 2,3 %).

La moitié des entreprises créées dans le commerce sont le fait de l'auto-entrepreneur. Sur la base des années précédentes, on estime qu'elles ne devraient déboucher sur une activité réelle que dans la moitié des cas.

### Sources

Le **compte spécialisé du commerce** s'insère dans le dispositif d'ensemble des comptes nationaux français. Les résultats de l'année 2012, définitifs, sont issus du système d'information sur les statistiques structurelles d'entreprises. Ceux de 2013 et de 2014 sont encore provisoires et ont été obtenus à partir des indices de chiffres d'affaires calculés par l'Insee.

### Définitions

La **consommation commercialisable** est une partie de la consommation des ménages. Elle comprend les produits susceptibles d'être vendus aux ménages par le commerce et les activités de réparation associées. Sont donc exclus les dépenses d'eau, de gaz naturel et d'électricité, ainsi que les services consommés par les ménages tels que les transports, la location immobilière, les services financiers, les services récréatifs et de soins personnels, l'éducation, la santé, l'action sociale...

À la différence du chiffre d'affaires, les **ventes de marchandises** ne comprennent pas les ventes de services ni celles des biens produits par les commerçants. Par ailleurs, certains commerçants travaillent « à la commission » (débitants de tabac, marchands de journaux...) et n'incluent dans leur chiffre d'affaires que les commissions perçues. Les ventes correspondantes sont estimées pour se rapprocher de la consommation des ménages en valeur.

L'évolution des **ventes « en volume »** ou aux prix de l'année précédente s'obtient en déflétant l'évolution des ventes en valeur par un indice mesurant l'évolution des prix par rapport à l'année précédente.

Le **grand commerce non alimentaire spécialisé** est défini par la Commission des comptes commerciaux de la Nation comme l'ensemble des entreprises dont l'activité principale relève du commerce non alimentaire en magasin

spécialisé (NAF 47.4, 47.5, 47.6, 47.7 hors commerces de produits pharmaceutiques, de combustibles et de biens d'occasion) et qui répondent à l'une des conditions suivantes :

- employer 100 salariés ou plus ;
- employer 50 salariés ou plus, et : soit exploiter 10 magasins ou plus, soit exploiter au moins un magasin d'une surface de vente de 2 500 m<sup>2</sup> ou plus.

Le terme « **entreprise** » utilisé ici désigne toute unité légale (société ou entreprise individuelle) déclarée au répertoire Sirene. Cette notion ne coïncide pas nécessairement avec celle « d'acteur économique » définie au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME) et du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008.

Un **secteur** regroupe l'ensemble des entreprises qui exercent la même activité principale alors qu'une **branche** regroupe les unités ou fractions d'unités qui fabriquent le même produit ou rendent le même service.

Les secteurs commerciaux regroupent donc des unités légales dont une partie des activités peuvent ne pas être commerciales. À l'inverse, des entreprises non commerciales (industrielles par exemple) peuvent exercer des activités commerciales et contribuer ainsi à des branches du commerce.

### Bibliographie

- « La situation du commerce en 2014 – Rapport établi pour la Commission des comptes commerciaux de la Nation », *Documents de travail* n° E2015/06, Insee, juin 2015.
- Arnaud F., Debauche E., Laurent T., « Les comptes de la Nation en 2014 – Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1549, mai 2015.
- Morer N., « La consommation des ménages est encore convalescente en 2014 », *Insee Première* n° 1554, juin 2015.
- Cases L., Massicot A., « La grande distribution se recentre sur les produits alimentaires », *Insee Focus* n° 29, juin 2015.

Direction Générale :  
18, bd Adolphe-Pinard  
75675 PARIS CEDEX 14  
Directeur de la publication :  
Jean-Luc Tavernier  
Rédacteur en chef :  
E. Nauze-Fichet  
Rédacteurs :  
J.-B. Champion, A. Houlou-Garcia,  
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu  
Maquette : B. Rols  
Impression : Jouve  
Code Sage IP151556  
ISSN 0997 - 3192  
© Insee 2015

- **Insee Première** figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :

[www.insee.fr/collections-nationales](http://www.insee.fr/collections-nationales)

- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) :

<http://www.insee.fr/abonnements>

Pour vous abonner à **Insee Première** et le recevoir par courrier :

<http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

